

TERRITOIRES

**Le pari d'une riziculture
100 % bio en Camargue**
P. 08

ENJEUX

**Lutter contre
l'obésité infantile**
P. 12

EN PRATIQUE

**Spécial réforme
des retraites**
P. 27

leBIMSA

LE BULLETIN D'INFORMATION DE LA MSA | OCTOBRE 2023

DOSSIER

Formations agricoles

Répondre aux besoins de la nouvelle génération

P. 14



Miser sur la jeunesse rurale

La vitalité des territoires ruraux et l'avenir de l'agriculture française sont au cœur de nos préoccupations. Le projet de loi de finances du Pacte et loi d'orientation et d'avenir agricoles est l'occasion pour la Mutualité sociale agricole (MSA) de faire des propositions concrètes répondant aux besoins spécifiques des habitants de ces espaces où vivent 30 % des jeunes Français. Pour maintenir et développer ces territoires, il est essentiel d'encourager l'engagement de notre jeunesse. C'est pourquoi nous proposons de créer un service civique rural. Il leur offrirait la possibilité de contribuer activement au développement de nos campagnes en participant à des projets locaux, liés à l'agriculture, à la préservation de l'environnement, à la culture ou encore à l'accès aux services de base. Il s'agirait d'une opportunité pour les jeunes de vivre une expérience citoyenne et solidaire tout en découvrant la richesse et la diversité des territoires ruraux. Ce service civique renforcerait également le lien intergénérationnel en leur permettant de travailler aux côtés des agriculteurs et des habitants des zones rurales de tous les âges.

À l'heure où 213 400 élèves ou apprentis font leur rentrée, nous soutenons l'introduction d'un module de formation sur la protection sociale dans l'enseignement agricole. L'agriculture est une profession exigeante, avec ses spécificités. Cependant, beaucoup de jeunes ne sont pas suffisamment informés sur les droits sociaux qui leur sont offerts. Ce module les sensibiliserait à l'importance de la prévention en matière de santé et de sécurité au travail. Il les informerait également sur les dispositifs d'aide au permis de conduire et d'autres mesures créées spécifiquement pour eux, favorisant ainsi leur installation, leur entrée dans l'emploi et leur bien-être dans la profession.

Enfin, en ce début d'année scolaire, à laquelle ce numéro d'octobre consacre son dossier, nous nous réjouissons de leur participation en masse aux différents salons agricoles, avec des événements phares tels que Les Terres de Jim organisées à Cambrai, la Foire de Châlons-en-Champagne, Innov-Agri à Outarville et le Space de Rennes. Ces grands rendez-vous de septembre sont l'occasion pour la MSA de rencontrer les actifs agricoles, de présenter ses services et de répondre à leurs questions. Ils permettent également d'échanger sur les enjeux actuels, notamment le renouvellement générationnel et l'adaptation au changement climatique.

François-Emmanuel Blanc, directeur général de la CCMSA.

Caisse centrale de la Mutualité sociale agricole - 19, rue de Paris - CS 50070 - 93013 Bobigny Cedex - Tél.: 01 41 63 77 77 - www.msa.fr - **Le Bimsa**: dépôt légal à parution - CPPAP:1026M05851 - ISSN:1298-9401 - **Directeur de la publication**: François-Emmanuel Blanc - **Comité d'orientation**: Pascal Cormery; Philippe Moinard; Annie Aublanc; Didier Cuniac; Sabine Delbosc Naudan; Thierry Girard; Régis Jacobé; Bernard Simon - **Rédacteur en chef**: Alexandre Roger - **Rédacteur en chef adjoint**: Franck Rozé - **Rédacteurs**: Frédéric Fromentin; Coline Lucas; Marie Molinaro; Fatima Souab - **Maquettiste**: Delphine Levasseur - **Conception**: agence La Suite&Co - **Administration et abonnements**: tél.: 01 41 63 73 31 - **Abonnement 1 an**: 11,60€ - **Imprimeur**: Riccobono Imprimeurs - Papier issu de forêts gérées durablement. Imprimé en France sans sécheur, sans eau et sans chimie sur du papier recyclé et labellisé - **www.riccobono-imprimeurs.com** - **Couverture**: © AegeanBlue-Getty Image/CCMSA Image - **Édito**: © Patrice Maurein/CCMSA Image

L'ACTU EN RÉGIONS

P. 03

L'ACTU DE L'INSTITUTION

P. 06

L'ACTU EN IMAGE

P. 07

TERRITOIRES

Camargue

Le pari d'une riziculture 100 % bio

P. 08

ENJEUX

Coup de pouce prévention

Lutter contre l'obésité infantile

P. 12

DOSSIER



Formations agricoles

Répondre aux besoins de la nouvelle génération

P. 14

RENCONTRES

Série France Télévisions

Déter : la jeunesse agricole en haut de l'affiche

P. 22

Mal-être agricole

Accepter d'être aidé

P. 24

Allocation de solidarité aux personnes âgées

Coup de pouce aux petites retraites

P. 25

Gironde

Alain Giroire, l'homme qui pense aux autres

P. 26

EN PRATIQUE

Réforme des retraites

Les principales mesures

P. 27



La reproduction d'articles du Bimsa est subordonnée à une autorisation préalable.



Armorique

Une chaîne TV des élus

La MSA d'Armorique a lancé une nouvelle chaîne YouTube, @msaarmoriquetv9410, afin de diffuser des portraits d'élus. Face caméra, une dizaine d'entre eux issus des trois collèges partagent leur vision de la MSA et de leur rôle, et expliquent certaines des actions sur leur territoire. Les tournages achevés cet été se poursuivent avec notamment les portraits attendus du président, Bernard Simon, et de la première vice-présidente, Marie-Christine Watelet.



+12%

C'est l'augmentation de la production française de pommes en un an, en hausse de 10 % par rapport à la moyenne des récoltes 2018-2022 (source Agreste)

Finistère

40 000 visiteurs à Agrifête



La 28^e édition de Agrifête, rendez-vous annuel organisé par les Jeunes agriculteurs à Mellac, a attiré près de 40 000 visiteurs sous un grand soleil et des températures dépassant les 30 °C les 2 et 3 septembre. Les élus de la MSA d'Armorique du secteur se sont relayés samedi après-midi et dimanche sur le stand de la MSA.

Marne

Parler du mal-être agricole



(De g. à d.), Frédéric Chiny, représentant les salariés agricoles, Mickaël Jacquemin, représentant les employeurs exploitants agricoles, le Dr Louise Pimpaud, psychiatre de l'établissement public de santé mentale de la Marne, et François-Régis Lenoir, docteur en psychologie sociale, ont apporté leurs éclairages sur un sujet central pour l'avenir du monde agricole.

« Le mal-être agricole est une réalité que nous ne pouvons plus ignorer, il est essentiel de briser le silence », souligne Jean-Marc Pilard, président de la MSA Marne Ardennes Meuse, le 5 septembre à la Foire de Châlons-en-Champagne, en introduction de la table ronde sur la prévention du mal-être agricole organisée par la caisse et l'association de développement, d'aménagement et de services en environnement et en agriculture (Adasea) de la Marne. « C'est un sujet que nous suivons depuis plus de 10 ans via le dispositif d'accompagnement des agriculteurs en difficulté "Réagir", poursuit Constant Floquet, président de l'Adasea. Pour débattre, elles ont convié Olivier Damaisin, coordinateur national du plan interministériel de prévention du mal-être agricole, ainsi

que de nombreux spécialistes. Dans le cadre du plan interministériel, des sentinelles sont formées à identifier les agriculteurs et salariés agricoles en souffrance. À la fin de l'année 2023, elles seront 5 000 au niveau national. Dans la Marne, où la prise en charge des agriculteurs en difficulté est déjà une réalité depuis longtemps, le comité plénier a identifié trois publics : les salariés agricoles, les exploitants, les employeurs de moins de 11 salariés et lycéens agricoles et trois enjeux : travailler sur les facteurs de bien-être au travail, prendre en charge précocement les situations de mal-être et favoriser l'éducation à la santé mentale.

Une première session de formation sentinelles est organisée le 9 novembre, contact : dormet.claire@mam.msa.fr

Vaucluse

Prévention du cancer

Pour la bonne cause, 14 femmes de tous âges ont enlevé le haut. Le 8 septembre, la MSA Alpes-Vaucluse, le centre régional de coordination des dépistages des cancers Sud Paca et la mairie d'Uchaux (Vaucluse) ont présenté l'exposition *SeinArt #2*, aboutissement d'un travail mêlant l'art photographique et la peinture corporelle ou « body painting », mis au service de la sensibilisation au dépistage du cancer du sein. Julien Bernard, photographe et Nathalie Barthes, maquilleuse, ont participé bénévolement à ce projet qui consiste à transformer le corps humain en toile. L'objectif de cette exposition est d'augmenter le taux de participation aux dépistages organisés dans la région, avec en priorité celui du



Détecté à un stade précoce, le cancer du sein peut être guéri dans 9 cas sur 10.

cancer du sein. C'est le plus fréquent des cancers féminins avec près de 49 000 cas annuels (une femme sur 8 y sera confrontée au cours de sa vie).

Haute-Garonne Innovations à Preventica

Du 19 au 21 septembre, l'association régionale des caisses de MSA (ARCMSA) d'Occitanie a retrouvé les acteurs de la santé au travail au parc des expositions de Toulouse. Les équipes des MSA Grand Sud, Languedoc, Midi-Pyrénées Nord et Midi-Pyrénées Sud ont accueilli les professionnels autour de trois outils innovants de prévention primaire : l'accueil des saisonniers grâce aux guides et fresques interactives et adaptées aux différentes filières, la présentation du site monprojetdechai.fr et l'accompagnement à l'aménagement de bâtiments, visualisés en réalité virtuelle grâce aux plans en 3D. Le public du salon a ainsi découvert tout le savoir-faire du régime agricole en matière de prévention des risques.

Drôme

Tech & Bio

La 9^e édition du plus grand salon français dédié au bio et aux techniques alternatives, organisé tous les deux ans par les chambres d'agriculture, s'est tenue les 20 et 21 septembre à Bourg-lès-Valence. Les équipes de prévention des risques professionnels des MSA Ardèche Drôme Loire et Ain-Rhône ont accueilli les visiteurs autour de trois animations : les étapes pour concevoir et aménager son bâtiment agricole, anticiper les troubles musculosquelettiques (TMS) et la roue de la chance. Une conférence en présence d'ergonomes sur le thème de l'amélioration de l'efficacité technique, du bien-être au travail et la réduction TMS en maraichage a également été proposée par la MSA. 120 démonstrations et ateliers techniques en plein champ et 80 conférences ont rythmé ces deux jours qui ont réuni plus de 20 000 visiteurs.

Nord

Des Terres de Jim au top



Près de 50 collaborateurs ont assuré l'accueil du public sur le village MSA.

Du 8 au 10 septembre, l'événement Terres de Jim a rassemblé 150 exposants à Cambrai. Organisée par les Jeunes agriculteurs, la plus grande fête agricole européenne de plein air a une nouvelle fois connu un franc succès. Les MSA Nord-Pas de Calais et Picardie ont proposé de multiples animations sur tous les champs de la protection sociale agricole sur le village MSA. Durant les trois jours, plusieurs centaines de personnes ont arpenté l'espace de 600 m². La diversité du guichet unique y a été mise en avant : action sanitaire et sociale, prévention

des risques professionnels, contrôle médical, relation adhérents et entreprises ainsi que l'offre de services sur les territoires (Marpa, Défi autonomie seniors et Cap avenir), l'ensemble du savoir-faire du groupe MSA a été présenté de façon ludique aux visiteurs.

L'occasion pour Pascal Cormery, président de la MSA, Thierry Manten, 1^{er} vice-président, Dominique Vermeulen et Antoine Niay, présidents des MSA Nord-Pas de Calais et Picardie, de s'entretenir avec Marc Fesneau, ministre de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire.

Loiret

Le plein d'animations à Innov-Agri

Premier grand salon agricole de la rentrée, la 28^e édition d'Innov-Agri s'est installée du 5 au 7 septembre à Outarville. 130 hectares d'exposition, de démonstrations et de villages thématiques pour une immersion complète dans la filière de l'agroéquipement. Pour la première fois, les MSA de la région Centre-Val de Loire y ont érigé un espace de 200 m² tenu par les services de la prévention des risques, de la santé au travail, de la relation adhérents, de l'action sociale ainsi que par Présence Verte. Simulateur de conduite d'un tracteur, équipements de protection individuelle, risques solaires, chimiques ou de chute... Un espace dédié à la conception et l'aménagement des bâtiments a également permis aux professionnels d'échanger avec les conseillers en prévention. Près de 1 300 visiteurs accueillis par les équipes MSA, un record,



Les visiteurs, en quête d'astuces pour se protéger du soleil, ont trouvé de quoi satisfaire leur curiosité auprès des infirmières en santé au travail.

ont pu également remporter chaque jour un séjour en centre de vacances de la mutualité agricole grâce au jeu de l'oie élaboré par les travailleurs sociaux sur le thème du mal-être.

À la conquête du monde ovin



Les équipes de santé au travail ont accueilli les professionnels de la filière ovine pendant deux jours.

Tech-Ovin, le rendez-vous des professionnels du mouton, a réuni les 6 et 7 septembre à Bellac, plus de 15 000 visiteurs, dont près de 1 000 jeunes en formation, et 250 exposants. Les équipes de la MSA du Limousin ont répondu présents avec deux stands installés sur le salon. Accompagnement aux projets d'amélioration des conditions de travail, sensibilisation sur les zoonoses, atelier gestes et postures ou encore conférences sur les droits, l'ins-

tallation, la transmission... « Malgré une chaleur harassante, les équipes ont été proactives en allant au-devant des visiteurs et des autres stands pour expliquer nos actions en santé au travail et plus globalement le rôle de la MSA, relate Nicolas Maligne, responsable du service de santé-sécurité au travail. Cette 13^e édition s'est clôturée avec un réel intérêt des ressortissants et professionnels agricoles pour nos messages de prévention. »

Ille-et-Vilaine

Un ministre au Space



Marc Fesneau, au centre, échange avec Marine Marot, Isabelle Coué, directrice et présidente de la MSA Portes de Bretagne, et Pascal Cormery, président de la MSA.

La 37^e édition du salon international de l'élevage s'est tenue du 12 au 14 septembre au parc des expositions de Rennes. Cette année, les MSA Portes de Bretagne et Armorique ont mis en avant le thème des exosquelettes. Les conseillers en préven-

tion, infirmiers et médecins du travail ont sensibilisé les professionnels agricoles sur l'enjeu d'introduire un tel outil sur une exploitation afin de se poser les bonnes questions en amont.

Parmi les près de 1 500 visiteurs du stand, on note la venue de Marc Fesneau, ministre de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire, qui a évoqué les sujets de l'installation, la transmission ou encore des retraites agricoles, ainsi que d'Olivier Damaisin, coordinateur interministériel du plan de prévention du mal-être en agriculture.

Le salon a également été l'occasion de montrer l'engagement des partenaires du monde agricole en faveur de l'inclusion des personnes en situation de handicap. Les deux MSA bretonnes ont signé avec les chambres d'agriculture une lettre d'engagement pour agir et accompagner les projets rendant plus accessibles ces métiers.

Tours

Journées nationales de la MSA

Du 19 au 20 octobre

Les Journées nationales MSA auront pour thème le mutualisme, une valeur qui guide l'action du régime agricole depuis son origine. Elles seront ponctuées d'interventions d'invités extérieurs, d'élus et de salariés de la MSA.

Somme

Betteravenir

Du 25 au 26 octobre

La septième édition du plus grand salon professionnel européen en plein champ dédié à la betterave se tient à Berry-en-Santerre, rendez-vous international des agroéquipements betteraviers organisé tous les deux ans.

betteravenir.com

Vendée

Tech'Élevage

Du 28 au 30 novembre

Le salon de l'innovation et des nouvelles technologies du Sud Loire fête ses dix ans au parc expo des Oudairies de La-Roche-sur-Yon. Plus de 9 000 visiteurs et 180 exposants sont attendus pour ce carrefour de rencontres et de recherche de solutions pour toutes les filières d'élevage.

techelevage.fr

Hérault



Sitevi

Du 28 au 30 novembre

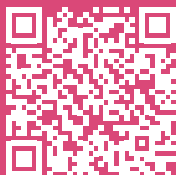
Le salon international des filières viticole, vinicole, arboricole et oléicole aura lieu au parc des expositions de Montpellier. Cette édition présente une offre enrichie avec près de 200 nouveaux exposants sur les 1 000 présents et met à l'honneur la viticulture et la vinification.

sitevi.com

Rentrée des P'tits ateliers nutritifs !

Vous allez bientôt devenir parent ou vous êtes parent de jeunes enfants et vous vous posez des questions sur leur alimentation ? À quel moment introduire la viande et le poisson ? Pourquoi mon enfant refuse de goûter un aliment ? Quels sont les bons produits pour lui ? Découvrez Les P'tits ateliers nutritifs de la MSA : des ateliers interactifs à distance, ouverts à tous, pour tout savoir sur l'alimentation des enfants de 0 à 3 ans.

Pour s'inscrire, rdv sur msa.fr ou :



550

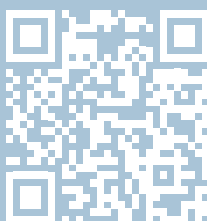
C'est le nombre d'actions organisées en 2023 par les élus MSA engagés pour les territoires, à consulter sur le site elusterritoires.msa.fr.

ELUSTERRITOIRES.MSA.FR

ÉLUS MSA ENGAGÉS SUR NOS TERRITOIRES



Pour découvrir leurs actions, flashez le code



Ma famille évolue : un webinaire pour y voir clair

La vie de famille n'est pas un long fleuve tranquille. Les parents ou futurs parents sont ou seront confrontés un jour ou l'autre à une évolution de leur structure familiale. L'arrivée d'un enfant, la perte de son conjoint, une séparation ou la recomposition d'une famille sont des situations mêlant bouleversements émotionnels et engagements du quotidien, qui peuvent déstabiliser. Pour y voir plus clair et avancer pas à pas, la MSA et ses partenaires proposent de donner la parole à des spécialistes lors d'un webinaire ouvert à tous organisé le 16 octobre de 20 heures à 21 h 30.

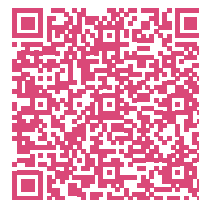
Pour y faire face le plus sereinement possible, ces changements doivent être abordés dans leurs dimensions psychologiques, économiques et sociales. Le but : permettre une vision à 360° des impacts liés à l'évolution de la structure familiale. Catherine Cerutti-Derumigny, psychologue de l'éducation nationale, Érick Domergue, médiateur familial de l'union départementales des associations familiales (Udaf), Murielle Faure, chargée de mission en action sanitaire et sociale, et Laurent Cresp,

responsable du centre de contact de la MSA Alpes du Nord, caisse organisatrice de l'événement, seront mobilisés. Au programme : le logement, la santé des enfants, l'articulation entre la vie professionnelle et personnelle, les aides pour les parents ou conjoints de personnes en situation de handicap...

Interactif, le webinaire laissera la part belle aux interrogations et aux réponses des parents. Des temps d'échanges seront aménagés pour apporter des éclairages aux questions qui pourront être posées, soit en amont de l'événement via le formulaire d'inscription, soit en direct par message écrit.

**Webinaire « Ma famille évolue »
16 octobre de 20 heures à 21 h 30.**

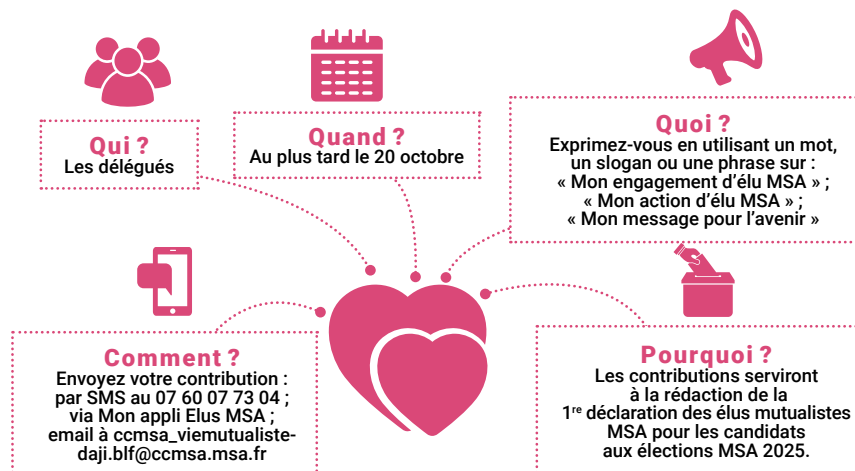
Inscription ici :



Déclaration d'amour au mutualisme

Philippe Moinard, président de la commission de l'action mutualiste, invite l'ensemble des élus du réseau MSA à créer collectivement la « Déclaration de l' élu mutualiste MSA ». Ce texte constituera la référence pour valoriser la

fonction et l'engagement des élus. Les contributions (message, slogan, expression de l'engagement, etc.) sont collectées jusqu'au 20 octobre. La « Déclaration de l' élu mutualiste MSA » sera présentée au public en début d'année 2024.





Dordogne | 9 septembre

Récolte solidaire

La MSA Dordogne, Lot-et-Garonne, les élus du comité d'agence de Périgueux et l'association caisse de solidarité ont organisé une journée de récolte solidaire de pommes de terre le 9 septembre au lieu-dit « Jayac » à Quinsac. Cet événement, qui a rassemblé un large public, met en évidence la force du réseau des délégués, engagés pour le développement de leur territoire et le bien-être de la population agricole et rurale. Au programme de cette journée festive : une récolte de pommes de terre à 0,50 € le kilo, un marché de producteurs locaux, une exposition de matériels agricoles anciens ainsi que de nombreuses animations. Les enfants ont beaucoup apprécié les jeux proposés et notamment les courses d'escargot !

Face aux mauvaises herbes (au premier plan), les riziculteurs Michel et Corinne Mégias, installés en bio, ont décidé d'utiliser la méthode des canards, transmise par Bernard Poujol. Les oiseaux aquatiques en raffolent.

Camargue

Le pari d'une riziculture 100 % bio

Reportage en août dernier en Camargue, une terre prise dans les deux bras du Rhône, à la découverte de la production phare de la région : le riz. La céréales, qui a besoin d'eau, s'épanouit dans cet environnement. Michel et Corinne Mégias nous ouvrent les portes de leur exploitation familiale de 170 hectares, à Arles. Depuis 2011, ils sont passés en agriculture biologique.

10 000

à 12 000 hectares de riz
sont cultivés en Camargue
pour à peu près 70 000 tonnes.



Mardi 16 août, à 14 heures, au domaine Sainte-Cécile, une exploitation agricole située à Arles, le soleil darde ses rayons brûlants sur des prairies pourtant bien verdoyantes. Il n'y a rien de surprenant à la fraîcheur de cette toison verte exposée à des températures quasi caniculaires qui atteignent ce jour-là les 35°C. La Camargue est gorgée d'eau, visible par endroits, formant çà et là des marais et des cours d'eau. Elle doit sa naissance au delta du Rhône, à l'endroit où il se divise en deux bras pour se jeter dans la Méditerranée. C'est grâce au miracle de cette rencontre, formant comme une île, que l'histoire de la riziculture à la française s'écrit et se raconte un peu partout dans le monde. L'eau douce, puisée dans le Rhône, est acheminée par une multitude de canaux qui maillent la zone entière.

Le riz camarguais est l'un des emblèmes de la région, au même titre qu'une manade conduite par un gardian ou les flamants roses du parc ornithologique de Pont de Gau, à quelques vols d'oiseaux de là. Carte postale gustative, ce produit du terroir bénéficie d'une indication géographique protégée (IGP) depuis 2000, précieuse pour les agriculteurs du territoire. L'or blanc fait vivre près de 160 riziculteurs et 27 opérateurs (organismes stockeurs, riziers/transformateurs et conditionneurs). La production annuelle s'élève à peu près à 70 000 tonnes [source : semae.fr].

« Ici, au domaine de Sainte-Cécile, nous possédons 170 hectares. Nous sommes riziculteurs depuis quatre générations. Nous nous sommes lancés dans l'agriculture 100 % biologique en 2011. » C'est le paysan Michel Mégias qui s'exprime, la voix vibrante de passion et l'accent chantant. Il gère la ferme avec sa femme Corinne. Le couple est sur la même longueur d'onde. Il partage l'amour du territoire et celui du métier. L'année dernière, il a décidé de mettre ses pas dans ceux de Bertrand Poujol, le célèbre riziculteur, maintenant à la retraite, qui utilisait des canards pour désherber ses champs de riz, une méthode inspirée du Japon permettant de se passer de pesticide. « Ils sont capables de désherber et d'empêcher en même temps que des graines ne tombent au sol et n'y poussent, explique Michel Mégias. Ils font de la prévention pour les années futures. » La technique le laisse béat d'admiration. Elle respecte l'environnement et fait le bonheur des oiseaux aquatiques qui se gavent des mauvaises herbes comme le triangle ou la panisse, de hautes herbes envahissantes qui ne laissent aux plants de riz aucune chance de pousser pleinement et de donner le rendement tant attendu.

La méthode ne porte pas encore ses fruits. Elle est en rodage. « Elle est difficile à appliquer et éprouvante, reconnaît Michel Mégias. Nous déplorons beaucoup de pertes, de



© Fatima Souab/Le Bimsa

Michel Mégias, exploitant agricole de 170 hectares, au mas de Sainte-Cécile, à Arles.



Nous pourrions produire 170 hectares de riz mais nous n'en faisons que 15. C'est vraiment une volonté.

C'est un leurre de croire qu'on peut en faire beaucoup. Nous désherbons avec le canard, avec ses complications et cette joie. Une de nos forces, ce sont les rotations. Nous faisons un an de riz sur 9 ans de rotation, 5 ans de luzerne qui nourrissent le sol en azote naturel. Nous produisons du blé tendre. Nous le vendons en direct au moulin à eau St-Joseph, l'un des derniers en France. Il fait l'effort de bien nous payer notre blé pour fabriquer du pain. Le blé passe en rotation. Ensuite on cultive des lentilles, du tournesol. Nous échappons au système de consommation des grandes surfaces. Tout ce qui est vendu en direct est une grande joie. La moisson du riz se fait naturellement. Il sèche d'abord sur pied. Puis il est récolté très sec sur champs car nous n'avons pas de séchoir à grain. C'est un choix. Les séchoirs artificiels au fioul ou au gaz en desséchant le riz le rendent stérile. Le grain ne peut être semé. Nous le gardons comme si nous conservions une semence. Cela préserve les amidons et le goût. Nous stockons la céréale dans des silos en bois. Nous en avons cinq qui peuvent contenir entre 20 et 25 tonnes. Ce matériel permet d'éviter la condensation.



« La seule solution qu'on a trouvée pour arriver à vivre de notre ferme, c'est la vente direct », déclare la rizicultrice Corinne Mégias, installée en bio avec son mari à Arles.



Des canards, utilisés pour désherber les mauvaises herbes, représentent une charge de travail supplémentaire.



Le domaine Sainte-Cécile propose en vente directe du riz, des lentilles, du blé et même de l'huile de tournesol.

Photos : Fatima Souab/Le Bimsa

La bataille du riz



Les adventices invasives comme la panisse (*Echinochloa Crus-Galli*) et le triangle (*Cypéracée*) ont pour effet de réduire à néant le rendement des cultures de riz.

Les bêtes noires des riziculteurs, qu'ils soient installés en bio comme Corinne et Michel Mégias ou en conventionnel comme le riziculteur Bertrand Mazel, sont les mauvaises herbes qui impactent le rendement de riz. « On a des difficultés avec le manque de solutions

phytosanitaires parce qu'on n'a plus de droits d'utilisation, soutient Bernard Mazel. La France a une politique de réduction de leur usage. Les trois-quarts des produits ont été retirés du marché. On est dans des impasses techniques. Et si on ne peut pas les pallier, la culture disparaît. » L'homme, installé aux Saintes-Maries-de-la-Mer, au domaine du château d'Astouin, possède 340 hectares cultivables. « Nous produisons des riz de qualité qui présentent des garanties de non-résidus. En plus, nous rendons service au milieu naturel puisque nous envoyons de l'eau douce dans un milieu fermé. La Camargue est une zone artificielle. Si les riziculteurs n'étaient pas là, elle serait peut-être un désert salé. » Il cumule les casquettes pour défendre la filière : présidents des syndicats français et européen de

riziculture et du Centre français du riz. « On évolue dans un monde impitoyable. Si nous ne sommes plus rentables, les producteurs vont continuer de s'orienter vers d'autres productions : melons et tomates de conserve. Toutes ces cultures sont liées au manque de compétitivité du riz. Nous sommes un peu à la croisée des chemins. Nous attendons de savoir si les politiques publiques vont nous soutenir pour faire du riz ou si la production va continuer à décliner. Nous sommes passés de 20 000 hectares à 12 000 hectares depuis une dizaine d'années. La filière est en sous-production. Or nous avons des demandes sociétales. » Pour lui la France a même un rôle à jouer à l'échelle planétaire : « Nous sommes 8 milliards sur Terre. Bientôt nous serons 10 milliards à nourrir. Nous avons tout intérêt à être compétitifs. »



20%
des riziculteurs
sont installés en bio.



problèmes comme les attaques de renards, la présence de sangliers. Le temps de surveillance est important. Mais écologiquement, elle est essentielle. C'est important pour nous et pour la Camargue, une terre extraordinaire. »

Rotation des cultures

Les difficultés du couple sont aussi celles de la filière. Le riz français n'est pas à la fête. Depuis quelques années, la courbe de la production à la baisse suit celle du nombre de producteurs, en chute libre. Beaucoup n'y arrivent plus et jettent l'éponge ou optent pour la diversification pour ne pas mettre pas tous leurs œufs dans le même panier. Pareil pour Corinne et Michel. Dans la foulée du bio, ils ont diversifié leur production. Le riz n'en représente plus que 10 %. Il est cultivé sur de petites surfaces, en rotation avec d'autres cultures comme la luzerne, le blé tendre, les lentilles et le tournesol.

Depuis trois ans, le couple a repris en main sa production de A à Z en se lançant dans la vente en direct. « En 2020, nous n'arrivions plus à vivre de notre agriculture. Nous ne nous occupons pas de sa commercialisation, de sa distribution. Nous faisons appel à des opérateurs. À ce moment-là, nous ne réalisons pas de profit parce que nous n'atteignons pas les rendements suffisants. La solution que nous avons trouvée pour changer la situation, c'est de basculer dans la valorisation. Aujourd'hui, nous nous chargeons nous-mêmes de vendre nos produits. Nous cultivons, nous stockons, nous usinons. Nous prenons en charge aussi la logistique. C'est-à-dire que nous nous occupons de livrer. » Ce contrôle n'a pas de prix à leurs yeux. Il en va de la viabilité économique de leur ferme. Et de leur liberté de paysans ainsi qu'ils aiment à se présenter. Mais tout se paye en fatigue.

Les journées de travail sont bien longues. « C'est difficile parce qu'on ne fait que deux tonnes par hectare. La valorisation reste compliquée, avoue Corinne. Nous pensions qu'avec les canards, ce serait plus facile mais ce n'est pas le cas. Peut-être faudrait-il encore faire preuve de patience. On espérait une amélioration avec notre marque Canard des rizières. »

Malgré les changements initiés, ils n'ont pas encore atteint leur objectif de vivre de leur production. Ils s'accrochent mais ils pensent que le pire est derrière eux. « Avant on faisait 170 hectares de riz. Les charges fixes ne diminuaient pas. Son prix de vente baissait alors que nos charges fixes (les impôts, les intrants, engrais, semences...) suivaient le chemin inverse. Travailler en conventionnel était de plus en plus cher et de moins en moins rentable. » Au moins maintenant ont-ils un peu plus le choix. Surtout ils ne dépendent plus de personne.

En cet après-midi estival, Corinne et Michel sont partis en moto profiter de la beauté du pays. Cela fait cinq mois qu'ils n'ont pas quitté la ferme. « On n'a que ce plaisir : un petit tour en moto. »

■ Fatima Souab



Bertrand Mazel, président des riziculteurs en France, riziculteur à Saintes-Maries-de-la-Mer, producteur de blé dur et de pommes de terre.



En tant qu'agriculteur, nous nous adaptons tous les jours.

Au Centre français du riz, nous avons dix agriculteurs qui travaillent jour et nuit pour trouver des solutions à la question des adventices invasives et aux maladies, à chercher à innover. Nous le faisons scientifiquement et en menant un travail de terrain. Nous avons lancé de nombreux projets intéressants. Nous avons semé du colza dans du riz à l'aide de drones. Nous réussissons à faire deux cultures la même année grâce à cette technologie. La culture du colza est rentable. En combinant les deux cultures, nous effectuons la rotation pour le riz qu'on cherchait. Ceci est un exemple concret des idées qui marchent très bien. Au total 3 000 hectares en Camargue expérimentent cette technique. Nous travaillons aussi sur l'agriculture de conservation. Nous ne cultivons plus les terres. Nous mettons des intercultures de légumes au milieu des céréales. Cela permet de faire des rotations naturelles. Nous travaillons aussi sur la mise au point d'un robot désherbeur qui sera bientôt présenté. On va l'appeler le "canard mécanique". Il trie la panisse et fonctionne de façon d'autonome. Il est au stade expérimental. Ce prototype a été financé par les collectivités territoriales et l'État.



Le grain pousse et prend une couleur dorée en août.

Photos : Fatima Souab/Le Bimsa

Le dispositif « Du ventre de maman à l'assiette de bébé » est développé dans le département du Lot pour prévenir l'obésité infantile.

Coup de pouce prévention

Lutter contre l'obésité infantile

Le diagnostic des contrats locaux de santé ⁽¹⁾ dans le département du Lot est clair : en grande section de maternelle, l'obésité infantile est supérieure à la moyenne régionale. Pour Victoria Labruyère, diététicienne au centre hospitalier de Gourdon, la raison est à chercher tout d'abord au niveau des infrastructures. La solution est à trouver « Du ventre de maman à l'assiette de bébé ».

« Il n'existe aucun dispositif de dépistage, de prise en charge et de suivi de l'obésité infantile en milieu hospitalier dans le Lot, décrit Victoria Labruyère. Nous sommes à une heure et demie du premier centre spécialisé obésité (CSO) situé à Toulouse, ce qui est un gros frein pour les enfants et leur famille. » S'ajoute à cela le manque de personnels de santé sur certains territoires. « Il y a quatre établissements hospitaliers dans le département mais tous ne disposent pas de pédiatres à temps plein. Ils n'ont pas toujours le temps de réaliser ces dépistages ou, au moins, d'orienter les familles vers le bon dispositif », ajoute-t-elle.

Après un master en endocrinologie pédiatrique réalisé en partenariat avec le CHU de Toulouse, où elle a travaillé en tant que diététicienne, c'est tout naturellement que Victoria Labruyère et ses collègues de l'établissement de Gourdon se sont emparés du sujet : « Nous avons discuté de façon informelle au départ puis le projet a mûri. Nous en avons parlé avec le centre périnatal de proximité qui comprend des sages-femmes et un pédiatre. Nous avons également échangé avec les acteurs du Département, notamment la protection maternelle et infantile (PMI), avec qui nous étions amenés à travailler. Nous nous sommes tous mis d'accord sur le fait qu'il y avait un réel besoin. C'est un constat de territoire et une implication collective. »

Constat et implication qui ont pour résultat l'élaboration du dispositif « Du ventre de maman à l'assiette de bébé ». Il consiste à prendre en charge les femmes, de leur grossesse jusqu'à la diversification alimentaire de l'enfant. Si son objectif de mettre en place des actions en prévention primaire de la conception aux deux ans de l'enfant s'inscrit parfaitement dans le cadre de la politique des 1 000 jours lancée par les pouvoirs publics, il en fait surtout un récipiendaire de l'appel à projets Coup de pouce prévention de la MSA.

« En plus de tout un accompagnement méthodologique de gestion de projet avec l'équipe, le financement par Coup de pouce prévention nous permet de garantir sa gratuité aux familles, précise Victoria. C'est primordial. Le dispositif est conçu à la carte, selon les besoins. Nous réalisons des entretiens pendant la grossesse en partenariat avec les sages-femmes, durant lesquels on fait le point sur les facteurs de risque, l'alimentation, la consommation d'alcool, l'activité physique, le tabac. L'objectif étant d'avoir différentes portes d'entrée pour parler d'hygiène de vie. Nous proposons également des rencontres sur des thèmes spécifiques comme l'alimentation pendant la grossesse, la préparation au post-partum et à l'allaitement. Ils peuvent se poursuivre après la grossesse si besoin. Tous

« **Concernant l'obésité infantile, remettre un flyer qui invite à bien manger et bouger ne suffit pas.** »

Victoria Labruyère,
diététicienne au centre hospitalier de Gourdon.

les mois, nous animons l'atelier *Dans l'assiette de bébé* en groupe de huit personnes maximum. Son but est de parler de la diversification alimentaire de l'enfant, de transmettre les grands principes et nos informations à travers des jeux. C'est surtout un temps d'échange pour les jeunes parents qui peuvent venir seuls, en couple, avec ou sans bébé. Ils se rencontrent et partagent leurs expériences, leurs conseils. Cela leur permet de réaliser que d'autres peuvent faire face aux mêmes difficultés. Nous ne sommes que les modérateurs de ces échanges et notre message passe beaucoup mieux dans ce contexte-là. »

Rencontres à domicile

Créer un cadre informel, voilà l'une des clés du succès de ce dispositif. Il n'y a pas de notion d'admission, les acteurs de la santé sont en civil, on ne parle pas de consultations mais d'entretiens – ces derniers se déroulent hors des murs de l'hôpital, au sein de l'espace du service Prévention, éducation et promotion de la santé (Peps) – et des visites sont réalisées à domicile par Victoria Labruyère accompagnée d'une sage-femme et d'une puéricultrice de la protection maternelle et infantile.

« On se rend compte que le contexte compte autant que le message, explique la diététicienne. Le lieu, la

Un appel à projets à l'initiative de la MSA

Coup de pouce prévention est un appel à projets lancé à l'initiative de la MSA, ouvert à tous les acteurs agissant dans le domaine de la promotion de la santé et de l'éducation sanitaire et sociale. Il s'ancre dans le cadre du plan national de santé publique et des plans régionaux de santé intégrant notamment les structures d'exercice coordonné.

Pour en savoir plus, rdv sur coupdepouce.msa.fr :



18 %

des enfants de 2 à 7 ans sont touchés par l'obésité



6 %

des enfants de 8 à 17 ans sont touchés par l'obésité

Source : enquête Obépi-Rochie (2020)

tenue peuvent être un frein. Le fait que l'on propose cette démarche à domicile facilite l'échange car il peut y avoir un côté anxiogène à se dire : ce que je mange maintenant détermine la santé future de mon enfant. De même, donner des préconisations alimentaires qui sont à l'opposé de ce que fait une jeune maman peut être très violent. Pour elle, le sous-entendu c'est : je m'occupe mal de mon enfant, je suis une mauvaise maman. Être chez elle permet de discuter pendant qu'elle prépare le repas, vulgariser les recommandations, les adapter à ses habitudes, sa culture, son quotidien, lui donner des astuces, la rassurer. »

Mis en place depuis le début de l'année, le dispositif « Du ventre de maman à l'assiette de bébé » rencontre un joli succès. « Entre janvier et mai 2023, nous avons eu 30 entretiens. Nous étions partis sur un prévisionnel de 90 sur deux ans ! Nous avons de nombreuses demandes sur l'allaitement. C'est vraiment quelque chose dont on reparle de plus en plus. Cela peut paraître naturel, facile, mais ça demande pourtant un certain accompagnement. Dans le cadre de séances de préparation à la naissance, nous avons réalisé des ateliers collectifs avec des femmes enceintes qui étaient très curieuses de savoir comment se passerait la diversification alimentaire de leur enfant. »

La gratuité du dispositif associée à la diffusion de l'information sur son existence doit ainsi permettre de répondre à la problématique initiale : « Nous avons informé la CAF, les relais petite enfance, les crèches, etc. de la création de ce dispositif. J'ai intégré la filière "santé de la femme et périnatalité" avec tous les collègues sages-femmes, diététiciens, pédiatres, auxiliaires de puériculture et les centres hospitaliers du Lot, souligne Victoria Labruyère. Nous discutons notamment de ce projet qui est le seul existant dans le département et on fait passer le message pour éviter aux parents d'aller à Toulouse ou Bordeaux. »

■ **Frédéric Fromentin**

(1) Le contrat local de santé (CLS) est un outil porté conjointement par l'agence régionale de santé et une collectivité territoriale pour réduire les inégalités territoriales et sociales de santé.



DOSSIER

Formations agricoles

Répondre aux besoins de la nouvelle génération

Ils sont 213 400 élèves ou apprentis de l'enseignement agricole à faire leur rentrée. Pour les accueillir et relever les défis du XXI^e siècle, les écoles s'adaptent, se réinventent ou sortent de terre pour préparer la prochaine génération d'actifs agricoles.

Au cœur de cette transformation, nous avons entrepris une visite passionnante des nouveaux établissements qui s'engagent à repenser leur approche pour répondre aux besoins spécifiques de nos territoires. Ils sont les pionniers de l'innovation, du renouvellement des générations et de l'adaptation aux nouvelles réalités liées au changement climatique et aux habitudes de consommation des citoyens.

Les Buissonnets

Plus qu'un lycée, un micro-village



© Franck Rozé/Le Bimsa

Le nouveau site du lycée Les Buissonnets, à Avrillé, comprend également des bâtiments réservés à l'habitat partagé.

En périphérie d'Angers, un lycée d'enseignement professionnel d'un nouveau genre vient d'éclorre. Ouvert sur son environnement, dont les entreprises, adepte de la pédagogie immersive dans la réalité, il se définit davantage comme un lieu de vie et d'apprentissage que comme un établissement scolaire. On ne dit plus « Je vais au lycée » ; on dit « Je vais aux Buissonnets » : une marque de fabrique.

C'est un établissement scolaire, c'est un commerce de proximité, un snack, une ferme urbaine, une conciergerie d'entreprise, c'est un habitat, que dis-je, c'est un habitat... C'est une micro-crèche ! À l'instar de Cyrano de Bergerac dans sa tirade du nez, naïf, le visiteur s'interroge : « *Ce monument, quand le visite-t-on ?* » Maintenant, lui répond le guide Ghislain Gouverne, chef d'établissement, de micro-village, de tiers-lieu. « *Ici, ce n'est pas un lycée, c'est un espace partagé entre différents partenaires* », annonce-t-il d'emblée. Après divers crochets en tant qu'infirmier scolaire, dans l'humanitaire, à la tête d'un établissement et service d'aide par le travail (Esat) puis d'un lycée d'enseignement congrégationniste, l'ancien infirmier urgentiste pose ses valises à Avrillé. Une commune située en périphérie nord-ouest d'Angers, dans le Maine-et-Loire. Il prend les rênes du lycée professionnel Les Buissonnets en août dernier. Et hérite d'une pépite à 16 millions d'euros (financée à 50 % par la Région), celle transmise par Florence Machefer, sa prédécesseuse, aujourd'hui secrétaire générale du conseil national de l'enseignement agricole privé (Cneap). C'est elle qui, dès 2015, envisage la construction des futurs Buissonnets avec pour ambition de mettre en œuvre le projet du Cneap en créant un établissement engagé dans son territoire, acteur de ses réseaux, et qui réaffirme l'ambition éducative.

Cette année, Les Buissonnets ont donc quitté leurs

anciens locaux du centre-ville d'Angers devenus trop exigus. La nouvelle mouture avrillaise permet d'accueillir plus de 490 apprenants : en formation initiale du CAP au bac pro dans les filières des services aux personnes et aux territoires (Sapat), aux personnes et vente en milieu rural (Sapver), du conseil-vente en alimentation, de la petite enfance, mais également de la formation continue, de l'apprentissage et un institut de formation d'auxiliaire de puériculture.

Soirées rooftop

Les quelque 5 800 m² de la structure se visitent comme dans une célèbre émission de télévision diffusée sur la chaîne M6, et les surprises se succèdent. Ici, pas de lavabo ni de grand dressing mais :

- 1 Une ferme urbaine sur le toit (des soirées « rooftop » y seront d'ailleurs proposées) gérée par Guillaume Pellaumail, paysan bio, créateur de la micro-ferme Choux pommes & cie. Il est lui-même inspiré par le maraîchage sur sol vivant, la permaculture, la biodynamie et la géobiologie.
- 2 Une micro-crèche, notamment subventionnée par la MSA de Maine-et-Loire dans le cadre de l'appel à projets Grandir en milieu rural : plus de 100 m² pouvant accueillir jusqu'à douze enfants, ouverts aux entreprises partenaires, et dotés de vitres sans tain. Ces dernières séparent la structure d'une salle de travaux pratiques créée, entre autres, pour les futures auxiliaires de puériculture (apprentissage par mimétisme).
- 3 Un projet d'ouverture de snack, pour une offre de restauration rapide, saine et issue des circuits courts.
- 4 Un commerce de proximité qui aurait la vocation de vendre les produits de l'agriculture locale.
- 5 Une conciergerie proposant tous types de services censés répondre aux besoins des entreprises du périmètre.
- 6 Un habitat de 30 logements dont la livraison est prévue en mars 2024. Ils pourront accueillir, entre autres, des personnes âgées et des personnes en situation de handicap vieillissantes, mais également des apprenants. Un lieu de vie propice aux différentes interactions et mises en situation (immersion), en particulier pour les filières du service à la personne. Des conditions favorables pour que les apprenants passent plus de temps avec des professionnels et moins de temps dans les classes.

Comme dans toute bonne visite qui se respecte, on croit en avoir fini que les surprises pleuvent encore : une salle cosy appelée « La Ruche », pour les professeurs, formateurs et partenaires ; une cour végétalisée ; une immense salle polyvalente qui pourra servir de lieu culturel ouvert à la population extérieure ; un espace qui accueille cette année les apprentis du centre de formation professionnelle et continue du Centre national de promotion horticole-Piverdière pour devenir étalagiste décorateur (visual merchandiser). J'en passe et des meilleurs ! Les Buissonnets, c'est florissant.

■ Franck Rozé

Le campus agricole de plus de 600 hectares réunit en un même lieu des profils très divers du monde agroalimentaire.



© Hectar

Campus Hectar

Couveuse de talents

En périphérie de l'enseignement classique, certains mettent les pieds dans le plat. L'ouverture d'Hectar en septembre 2021, porté à 49 % par l'homme d'affaires Xavier Niel, a créé des remous. Situé aux portes de Paris, à Lévis-Saint-Nom, dans les Yvelines, ce campus agricole expérimental accompagne des reconversions professionnelles ou des agriculteurs qui souhaitent tester de nouveaux projets, ainsi que des start-up développant des outils au service de la filière. Bilan d'étape.

Préparer la relève, éclairer et apporter des solutions pour la transition agricole dans ses dimensions environnementales, sociales et économiques, servir de démonstrateur pour une agriculture innovante, c'est l'ambition affichée d'Hectar. Ce campus, qui s'étend sur plus de 600 hectares dans le parc naturel de la vallée de Chevreuse, c'est d'abord une exploitation composée de 250 hectares de grandes cultures en « agriculture régénératrice » pour la préservation des sols, d'un élevage laitier en plein air de 60 vaches normandes et 60 hectares en pâturage « tournant dynamique », d'une activité de transformation du lait en yaourts ainsi que 310 hectares de forêt. Les apprenants qui débarquent dans cet écosystème sont plongés dans le vif du sujet.

« Nous proposons des programmes d'accompagnement dans un format de mentoring sur mesure », explique Audrey Bourolleau, cofondatrice du lieu. Pas de diplômes ni d'enseignement technique, mais du coaching qui évolue au fil du temps. Programme phare : Tremplin⁽¹⁾, un accompagnement entrepreneurial de cinq semaines, dont deux journées sur site et des sessions à distance afin de s'adapter aux emplois du temps des porteurs de projets.

Sur les 104 personnes accompagnées depuis 2021, dont 56 % de femmes, la majorité ne travaille pas dans le secteur mais a un actif foncier et souhaite se reconverter.

Près de 60 % d'entre elles ne sont pas issues du monde agricole. « Nous formons des chefs d'entreprise qui vont recomposer un modèle économique pour pouvoir, à terme, se rémunérer, tout en étant dans une démarche de transition environnementale, continue l'ancienne conseillère d'Emmanuel Macron. Ils veulent davantage de plus-value sur ces fermes ; se posent donc plusieurs questions : faut-il aller vers des cultures de plus haute valeur ajoutée ? Développer de la transformation sur site, de l'agrotourisme, de la production d'énergie... ? »

Sensibiliser et innover

Statuts juridiques, diagnostic territorial, business plan, débouchés... chacun va nourrir et confronter ses idées auprès de professionnels, agriculteurs pour la plupart, afin de trouver le modèle qui lui convient le mieux, le sécuriser et l'argumenter. Aujourd'hui, ils sont 36 % à être installés ou en phase de l'être d'ici fin 2024 (voir témoignages ci-contre).

Deux autres piliers soutiennent Hectar : la sensibilisation et l'innovation. Pour le premier, depuis un peu plus d'un an, l'équipe a déjà accueilli 7 500 acteurs en lien avec la filière agricole (alimentation, habillement, construction, cosmétiques...) ainsi que 2 000 élèves du CP au CM2 et

plusieurs stagiaires de 3^e. « On peut former les meilleurs entrepreneurs agricoles mais, pour passer ce coût de transition sociale et environnementale, il faut faire bouger tous les acteurs de la chaîne, leur faire comprendre l'enjeu du carbone, ce qu'est le juste prix d'un produit, comment il est conçu... Il y a un énorme besoin de reconnecter la décision de ces groupes avec les acteurs de terrain », assure Audrey Bourolleau.

Et pour soutenir le tout, le mot d'ordre est l'expérimentation. « Nous testons sur la ferme des modèles avec pour clé d'entrée le social : retravailler les équilibres de vie, avec notamment une seule traite par jour à 11 heures, un week-end sur trois travaillé. Pour attirer les salariés dans les exploitations, il faut recomposer l'organisation du travail. »

De nouvelles techniques y sont aussi éprouvées. L'accélérateur d'Hectar, copiloté par celui d'HEC Paris, a déjà accompagné 60 start-up. Mesure du temps de travail, gestion des stocks, réduction de la pénibilité, optimisation et réduction des pulvérisations... « Le but est d'assister les travailleurs au quotidien, voire de mieux se rémunérer, et de rendre cette technologie accessible. Nous avons par exemple soutenu Aptimiz, un logiciel créé par des fils d'agriculteurs afin de mieux s'organiser sur la ferme, ou encore Hyperplan qui, grâce à des données satellitaires publiques, parvient à recomposer les différents assolements depuis 15-20 ans et ainsi à prédire les besoins en logistique. Autre innovation intéressante : Inarix un outil d'imagerie qui analyse le grain et donne son taux de protéine. »

Mais derrière la technologie, et ses limites environnementales, restent les hommes. « Ce que je souhaite le plus, assure la petite-fille d'éleveurs, c'est faire émerger des rôles modèles et les mettre en lumière, on en manque terriblement pour les jeunes, et pourtant il y en a plein ! Le monde agricole connaît de nombreuses difficultés, ce sont des métiers exigeants mais si on veut donner envie de s'engager, il faut mettre en avant ces figures-là. Nous avons 500 mentors-agriculteurs rémunérés pour transmettre leur savoir, et ils en sont fiers. »

■ Propos recueillis par **Marie Molinaro**

(1) 2 500 €, possibilité de financement par Pôle emploi, le compte professionnel de formation, les opérateurs de compétences ou une demande de prise en charge partielle par Hectar. Plusieurs sessions par an en fonction de la demande.

Nouveautés 2023-2024

Parmi ses programmes gratuits, Hectar a lancé en 2022 « Farm'Her », dédié aux femmes. Il met l'accent sur les ressources humaines et les aide à affirmer leurs compétences, leur légitimité à s'exprimer et leur culture du réseau. Deux sessions ont déjà eu lieu, avec 20 agricultrices, et une prochaine va bientôt commencer.

En janvier prochain, un parcours de formation entrepreneuriale de 60 places dédié à la floriculture régénératrice s'ouvre en partenariat avec Parfums Christian Dior. Durant cinq semaines, les candidats vont imaginer, dimensionner et challenger leur projet de création ou de diversification. Objectif : développer la filière française car 8 fleurs sur 10 sont importées.

Demande d'inscription sur www.hectar.co/contact.

Ils sont passés chez Hectar



Esther Hermouet, 33 ans, souhaite reprendre le vignoble familial à Saillans, près de Saint-Émilion.

Diplômée d'une école de commerce, elle a travaillé pendant une dizaine d'années pour des grands groupes de vins et spiritueux. « Initialement, je ne m'étais pas projetée dans une reprise. Mais, mon père approchant de la retraite, nous nous sommes questionnés sur la suite. Lorsque qu'Hectar a communiqué sur son ouverture, le discours a fait écho aux freins que je ressentais : difficultés économiques, isolement social, impact environnemental... la tâche à accomplir me paraissait très grande. Si je reprends l'exploitation, qu'est-ce que j'en ferai pour pouvoir m'épanouir et la maintenir à flot ? Excepté pour les très grands crus, le Bordelais souffre énormément. Les cinq semaines de Tremplin m'ont redonné confiance, m'ont rassurée sur le fait qu'un autre modèle est possible. Ça m'a permis de confronter mes problématiques avec des pros du secteur et de réfléchir à une future évolution. Aujourd'hui, j'ai quitté mon emploi et commencé un BTSA viticulture-œnologie et un diplôme universitaire d'aptitude à la dégustation, tout en travaillant en binôme avec mon père. »



Hilaire Roucou, 25 ans, réfléchit à la reprise de la ferme familiale en polyculture-élevage près d'Amiens

Ingénieur en agronomie et diplômé d'une école de commerce depuis 2021. « En complément des connaissances techniques, j'ai toujours eu envie de créer. En tant que fils d'agriculteur, j'étais ravi de voir des personnes mettre des billes sur la table pour lancer une dynamique, notamment pour celles qui ne sont pas issues du milieu. Parfois on se sent un peu seul, incompris, et en même temps on nous demande d'innover pour des enjeux de société ; mais pour ça, on a besoin d'argent. Chez Hectar, j'ai retrouvé du sens dans ce métier. Mon objectif était de trouver une production à haute valeur ajoutée sur peu de surface, durable sur le plan environnemental et qui permette de dégager du temps libre. Pour ma génération, les conditions de travail sont importantes, nous ne voulons pas reproduire le modèle de nos aînés. Je me suis d'abord intéressé au bambou, avant de me tourner vers une production qui réunit tous ces critères : le paulownia, un arbre à la croissance exceptionnelle. J'ai planté un hectare sur la ferme en expérimentation. »

Photos : DR

Sur le web
Retrouvez tous les témoignages
dans leur intégralité sur
lebimsa.msa.fr





La MFR Est de Mayotte a ouvert ses portes en 2021 dans un quartier sensible de Mamoudzou.

Maison familiale rurale à Mayotte

L'espoir d'un avenir meilleur pour les jeunes

À Mayotte, les maisons familiales rurales (MFR) ont récemment ouvert une nouvelle structure à Doujani, commune de Mamoudzou, dans le nord-est de l'île. Avec ses trois maisons implantées sur le territoire, le mouvement des MFR participe au développement du département français le plus jeune et le plus pauvre. Et ça ne va pas s'arrêter là.

Actrices d'un territoire. Ce qui définit les MFR prend tout son sens pour les habitants de Mayotte. L'exemple de cet archipel français situé dans l'océan Indien, à 8 000 km de la métropole et à proximité de Madagascar, confirme le rôle important qu'elles occupent dans le développement de son tissu social et professionnel local. Actuellement, ce sont trois établissements qui ont pris racine dans ce département français où la population compte 55 % de jeunes de moins de 20 ans. La première a été créée dans le Nord à Mstamboro en 2014, la deuxième, au Sud, en 2015 à Chirongui. La dernière en date, la MFR Est, est née à Doujani, un quartier pauvre de Mamoudzou. Elle compte aujourd'hui 300 élèves, dont 70 nouveaux inscrits pour cette rentrée 2023.

D'autres projets sont à l'étude et devraient voir le jour dans les années à venir. « L'enjeu des MFR sur ce territoire est de répondre à des besoins en compétences, identifiés en tension par les professionnels, explique Dominique Ruchon, animatrice du territoire de la fédération des MFR de Mayotte. Quand un besoin émerge, on y répond. » C'est le cas par exemple des services à la personne. La région accueille en effet la plus grosse maternité de France et même d'Europe. « Les modes de vie ont changé. Aujourd'hui, il est plus fréquent que les deux parents travaillent et ne trouvent pas de solutions pour la garde de leurs enfants », note l'animatrice. Non seulement de nombreuses personnes débarquent des îles défavorisées alentour, dont des femmes qui viennent accoucher à Mayotte,

mais il y a aussi les métropolitains qui s'installent pour travailler. Fonctionnaires, enseignants, personnel médical ou encore militaires... un nombre important de familles sont en demande de solutions. Or, très peu de professionnels sont formés dans ces domaines et il y a une carence en crèches. « On a donc décidé d'ouvrir un CAP Sapver (services aux personnes et vente en espace rural) à la MFR Est, diplôme qui forme à la fois aux métiers de la petite enfance et à l'accompagnement de personnes âgées, où les besoins sont également très importants. »

Répondre aux besoins locaux

Une double réflexion est menée pour chaque ouverture de MFR ou de classes : identifier quel est le besoin le plus important pour chaque zone géographique et quelles solutions apporter. Chaque maison se positionnant ainsi sur un chantier en particulier. La MFR Nord est engagée dans l'agriculture, la MFR Sud souhaiterait ouvrir dans un avenir proche des formations autour de l'écotourisme. Quant aux deux établissements en projet (voir encadré ci-contre), la

La MSA à Mayotte

La MSA de Mayotte est officiellement créée le 1^{er} janvier 2015. Gérée par la MSA Armorique, elle couvre les branches maladie, vieillesse, accident du travail et maladies professionnelles de la sécurité sociale des exploitants agricoles de l'île mais également le recouvrement des cotisations sociales.

310 000
habitants ; 1 personne
sur 2 a moins de 18 ans

10 730
naissances

34 %
de chômage

77 %
de pauvreté

MFR Com se positionnera sur la transformation alimentaire, tandis que celle de Petite-Terre se concentrera sur les métiers liés aux produits de la mer.

« Les MFR, ce sont un peu plus que des centres de formation », insiste Dominique Ruchon. Avec une pédagogie basée sur l'alternance éducative, elles s'adressent bien souvent à des jeunes en situation d'échec scolaire ou qui ne trouvent pas leur place dans l'enseignement traditionnel. Un rôle d'autant plus important à Mayotte, où beaucoup de jeunes sont issus d'un milieu défavorisé. « Ils sont souvent en souffrance et en grande difficulté scolaire voire, parfois, n'ont pas été scolarisés du tout », explique Mme Ruchon. Certains ne parlent pas français et vivent dans des quartiers où la violence est présente ; beaucoup n'ont pas de papiers – à Mayotte, une personne sur deux est de nationalité étrangère. Dans ce contexte, les MFR doivent s'adapter et prendre en compte ces particularités. « Tous nos formateurs sont d'origine mahoraise », explique l'animatrice, permettant ainsi aux jeunes d'acquérir des notions d'éducation dans leur langue tout en apprenant le français. « On est dans le faire pour apprendre. En partant d'une expérience concrète, on leur donne des outils pour s'en sortir. »

Pour répondre à ces besoins et créer des formations rapidement, les MFR ont l'avantage des petites structures qui leur confèrent une certaine souplesse et une rapidité d'action. Malgré une importante problématique liée au foncier – les terres émergées de Mayotte font 374 km², avec une forte densité de population –, la fédération s'adapte et s'appuie sur un réseau fort. « Les Mahorais veulent se battre et s'impliquent pour développer la région », observe Dominique Ruchon.

Et le défi de rescolariser ces jeunes des quartiers défavorisés voire insalubres semble réussi. « Nous sommes au cœur des problèmes d'insécurité dans des MFR comme celle de Doujani et, pourtant, des jeunes de quartiers rivaux arrivent à cohabiter au sein de notre établissement ! », se félicite l'animatrice.

■ Coline Lucas



Cette année, un CAP Sapver voit le jour, répondant ainsi à de forts besoins dans l'accompagnement des enfants et des personnes âgées.

Les projets en cours et à venir

Avec un besoin grandissant de professionnels et de nombreux jeunes en demande, les MFR ont de quoi faire à Mayotte. Plusieurs projets sont en construction.

■ Nouvelles formations en 2023

- À la MFR Est, un CAP Sapver (services aux personnes et vente en espace rural) vient d'ouvrir.
- La MFR Nord ouvre un bac pro Conduite et gestion de l'entreprise agricole.
- À la MFR Sud, en plus d'une classe de 4^e et 3^e, et d'un CAPa existant, l'association souhaite ouvrir dans un futur proche, des formations dans l'écotourisme.
- Les 3 établissements ont par ailleurs ouvert une classe de 4^e et de 3^e.

■ Les projets à venir

Deux associations ont reçu l'agrément de l'Union nationale des MFR pour ouvrir deux nouvelles maisons.

Le but étant d'avoir une MFR par communauté de communes :

- À l'Ouest, à M'Tsangamouji, l'association réfléchit à une formation liée à la transformation agroalimentaire et aux métiers du numérique.
- Sur Petite-Terre : les activités de cette petite île sont essentiellement liées à la mer, mais il n'existe pas de poissonneries à proprement parler. La MFR souhaite développer les savoir-faire autour des produits de la mer. Des formations en maintenance pour assurer le suivi du matériel et la transformation agroalimentaire viendront probablement compléter l'offre.



La MFR Sud élargira prochainement ses formations à l'écotourisme.

Photos : DR

Enseignement agricole : les chiffres de la rentrée 2023

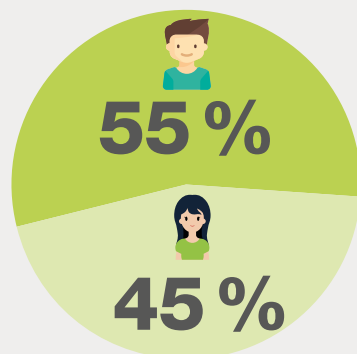


154 000

élèves de la 4^e au BTSA

43 000

apprentis
du niveau CAPa au BTSA



804

établissements (220 publics, 584 privés)

135

centres de formation d'apprentis
(99 publics, 36 privés)



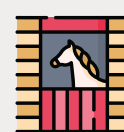
192

exploitations agricoles
dans les établissements publics



91 %

de réussite aux examens,
du CAPa au BTSA



43

ateliers technologiques
et centres équestres

Une large palette de filières



production agricole, forestière, aquacole
et des produits de la mer



transformation et commercialisation
de ces productions



industrie agroalimentaire et alimentation,
industries liées à l'agriculture



santé et protection animale
et végétale, hygiène, qualité et sécurité
de l'alimentation



aménagement, développement, gestion
et protection de l'espace rural,
de la forêt, de l'eau, des milieux naturels
et du paysage



service aux personnes et aux territoires

Poursuite des études



17

écoles d'enseignement
supérieur agricole



16 400

étudiants et apprentis dans
l'enseignement supérieur agricole

Plus d'infos sur : agriculture.gouv.fr



Source : direction générale de l'enseignement et de la recherche (DGER) - septembre 2023



3 questions à...



© Sylvain Cambon/CCMSA Image

Pascal Cormery, président de la MSA, agriculteur et ancien moniteur en maison familiale rurale

Comment regardez-vous l'arrivée de nouveaux établissements agricoles ?

Très positivement. Pour affronter le défi du renouvellement des générations, nous avons besoin de toutes les forces disponibles. Que ce soit en métropole ou en outre-mer, ce sont des acteurs essentiels de l'agriculture et des services du monde rural. C'est une spécificité française que d'avoir des établissements qui forment sur le même site des futurs actifs agricoles et des professionnels du service à la personne. Ils accueillent l'essentiel des métiers que l'on retrouve dans la ruralité. La particularité de l'enseignement public ou privé est aussi d'accueillir dans leur conseil d'administration des professionnels qui ont une vision fine de leur environnement et de leur filière. Ils peuvent ainsi contribuer à créer de nouvelles sections qui répondent aux besoins spécifiques des territoires sur lesquels ils sont implantés.

Sont-ils la seule réponse à l'urgence du besoin de renouvellement des générations ?

Cela prouve qu'il y a une vraie dynamique, mais le renouvellement des générations n'est pas uniquement lié à la disponibilité des formations. Il est surtout lié à l'accessibilité des entre-

prises – notamment du foncier – et à un prix de la reprise du capital d'exploitation qui ne soit pas exorbitant. C'est aussi dépendant de la façon dont on accueille dans la grande famille de l'agriculture les personnes qui ne sont pas issues du milieu. Des écoles comme Hectar (lire en page 16) peuvent aider par exemple à réfléchir à la meilleure façon de réussir sa création ou sa reprise d'entreprise, mais nos écoles d'ingénieurs agricoles, nos lycées ou nos maisons familiales rurales savent également le faire. Nous avons la chance d'avoir en France un enseignement agricole intégré au ministère de l'Agriculture, plus en prise avec le réel et pas noyé dans l'immensité de l'éducation nationale. C'est une vraie chance pour le monde agricole dans son ensemble.

Pourquoi la MSA souhaite renforcer sa place dans les cursus ?

La protection sociale en France, c'est 33 % du PIB. Que chacun d'entre nous, lorsqu'il sort d'un cycle de formation, ne soit pas informé de son rôle et de l'utilité de ses cotisations est une aberration. Il faut expliquer aux futurs actifs que, s'ils tombent malades ou subissent un accident, ils seront pris en charge et que la solidarité collective jouera pleinement son jeu. Il faut rappeler que les

cotisations servent à améliorer le quotidien des habitants des zones rurales en contribuant à construire des crèches, à faire fonctionner les maisons France services ou à investir dans la santé et la sécurité au travail. Nous avons la particularité d'offrir à nos adhérents une protection sociale de proximité sur les territoires ruraux dans un secteur avec des risques et des besoins spécifiques. Combien sortent de leurs études sans avoir eu une information sur les contrats de travail, sur les relations employeur-salariés ? Il leur faudra tout apprendre sur le tas. Préparer à la vie active, c'est aussi expliquer comment on remplit un arrêt maladie ou une feuille d'impôt. Il est également important de faire comprendre l'intérêt de ce que peut apporter leur sécurité sociale en termes de prévention des risques professionnels ou de présence sur les territoires. La MSA est là aussi pour venir en aide aux personnes en situation de mal-être. Quand on fait ça, c'est pour sortir les gens d'une situation difficile, mais ce qu'on souhaiterait, c'est de ne pas être simplement dans le curatif en apportant en amont aux jeunes des outils pour activer l'ensemble de leurs droits ou faire face aux moments difficiles.

■ Propos recueillis par **Alexandre Roger**

RENCONTRES



Moteur, ça tourne, action : scène tournée dans le silence complet près de la chèvrerie.



Jeanne Hendschel (Lia) joue une jeune fille placée en foyer.



Yanis Khiar (Mehdi) interprète un personnage sensible.



Bastien Savarino (Sohan) débarque dans le lycée agricole.



« J'adore travailler avec la jeunesse française », assure Leïla Sy, réalisatrice de Banlieusard.



Romane Mondoulet (Elsa) rêve de reprendre la ferme familiale. Elle est déterminée à montrer qu'elle en est capable.

Photos : Fatima Souab/Le Bimsa ; Estelle Chaigne - Black Sheep - FTV

Série France Télévisions

Déter : la jeunesse agricole en haut de l'affiche

Le 3 octobre, la série de France Télévisions « Déter » s'invite chez les 18-30 ans pour leur raconter le quotidien de lycéens agricoles en terminale, avec en toile de fond l'agriculture et la Bretagne. La fiction est diffusée chaque jour dès 6 heures sur la plateforme numérique Slash. Tournée depuis le 17 avril dernier à Vitré dans un ancien lycée agricole, cette création originale est soutenue financièrement par la Région et Vitré Communauté.

Une tombe, un nom : Max Dupuy, l'année de sa naissance, 2006, et la date de son décès : 2 août 2023. Le défunt avait 17 ans. Et ces mots : « *Je vais comprendre, je te jure.* » Celui qui prononce ce serment semble être du même âge : Sohan, l'allure nonchalante, vernis noir sur les ongles, casque collé aux oreilles et « beau gosse ». Le début de la série *Déter* donne le ton de cette première saison de 200 épisodes de 7 minutes, visionnable depuis le 3 octobre sur la plateforme numérique de France Télévisions, Slash. Il y est question d'une quête de la vérité.

Le personnage, campé par Bastien Savarino, nous ouvre les portes du lycée agricole Anjela-Duval, implanté à Vitré en Ille-et-Vilaine, le jour de la rentrée scolaire. Il vient de Paris. C'est un nouvel élève qui intègre la classe de terminale conduite et gestion de l'entreprise agricole (CGEA). D'emblée, l'immersion dans cet univers du Parisien est synonyme de heurts, de découvertes et de confrontations hilarantes comme la rencontre improbable avec une vache dans un couloir, abandonnée à cet endroit par un élève farceur. Apparemment, les bêtises ont fait aussi leur rentrée. Sohan est là pour Max scolarisé dans cette école l'an passé. Personne dans l'établissement ne semble au courant de la

disparition de ce dernier. Les 7 minutes de chaque épisode ne laissent pas de répit : les scènes s'enchaînent à toute allure, filmées caméra à l'épaule, suivant au plus près des adolescents toujours en mouvement, ne tenant jamais en place. L'action semble s'inscrire dans le temps réel. Les échanges sont brefs. Le rythme intense sied au public de 15 à 30 ans visé par Slash. *Déter*, qui traite des jeunes pousses de l'agriculture, entend les toucher et pourquoi pas leur instiller l'envie de découvrir le monde agricole, ses activités, ses pratiques, voire de susciter chez eux le désir d'en faire leur métier.

« On a travaillé dans des exploitations »

Pour la première fois, une série française choisit de raconter la vie de lycéens agricoles âgés de 17 à 19 ans, de plonger dans leur quotidien, de rendre compte de leurs difficultés, de dévoiler leurs centres d'intérêt et leurs fragilités. Elsa (Romane Mondoulet), Lia (Jeanne Hendschel), Medhi (Yanis Khiar) et Chloé (Alix Dehais) en sont les autres protagonistes. Chacun représente un profil, une trajectoire, un lien particulier avec le monde agricole. « *Chacun d'entre*

Bienvenue en Bretagne

La culture bretonne est aussi à l'honneur. Des panneaux arborent des traductions en breton, langue d'origine celtique, et en gallo, langue d'origine romane, intégrées dans le quotidien des élèves du lycée. Selon l'étude de l'institut TMO régions menée en 2018, « 27 % de la population entend parler breton et/ou gallo au moins une fois par mois. » Ces langues sont des marqueurs identitaires forts et un héritage. Elles sont encore parlées par les anciens. Autre hommage, le nom donné au lycée pour les besoins de la série, soufflé par la région : Añjela Duval. Cette poétesse et agricultrice composait des vers la nuit et cultivait la terre le jour tout cela en breton. Entre autres textes à découvrir : *Quatre poires*, *Peder Berenn* (Coop Breizh).

nous est déterminé, dans son domaine, à faire bouger les choses », témoigne l'acteur de 21 ans, Yanis Khiar, originaire de Bretagne, heureux de faire partie du casting. « Mehdi, mon personnage, vient d'une famille franco-marocaine. Ses parents, des ouvriers, ne gagnent pas beaucoup d'argent. Il sait qu'il doit travailler comme un acharné pour s'en sortir. Lia est dans la même situation. Elle est en foyer sous la responsabilité de l'Aide sociale à l'enfance (ASE) et elle a conscience qu'à 18 ans elle n'aura plus rien. Soit elle réussit à se construire un avenir, soit elle est à la rue. Sohan, lui, est là pour trouver des réponses aux questions concernant la disparition de son meilleur ami. Il veut savoir. Elsa, elle, rêve de reprendre la ferme familiale. Elle se bat pour y arriver. »

Coproduits par France Télévisions et Black Sheep films, tous les épisodes sont tournés jusqu'au 24 novembre à l'intérieur de l'ancien lycée privé d'Étrelles, en Bretagne, une région choisie pour la diversité de son agriculture. Le lycée a été mis à disposition par le campus de formation agricole The Land. C'est devenu un décor grandeur nature qui reconstitue au détail près la routine scolaire d'un véritable établissement agricole préparant notamment au métier de l'élevage (poules, chèvres et vaches laitières) et à celui du maraîchage.

Pour interpréter leur personnage le plus précisément possible, et éviter l'écueil de la caricature, les acteurs ont appris à connaître les métiers, à en acquérir les gestes tech-

niques et le vocabulaire aux côtés d'agriculteurs. À tel point qu'ils savent maintenant déployer les bons réflexes adaptés à toute tâche et sont à l'aise avec les bêtes. Les initiations, précieuses pour le jeu d'acteur, donnent une idée de l'ambition des producteurs de *Déter* : faire plus vrai que nature.

« On a travaillé dans des exploitations, raconte Jeanne Hendschel. On a un rapport proche du milieu agricole. » L'actrice est d'autant plus fière de contribuer à lui donner de la visibilité et à le défendre dans le rôle qu'elle incarne qu'elle est dans son élément. « Je suis familière avec tout ça. Mon grand-père était maraîcher. Petite, j'ai conduit un tracteur. » Un sujet lui tient à cœur : le suicide des agriculteurs. « Mon grand-père m'en parlait souvent. À l'époque, je ne comprenais pas forcément. Je trouvais ça triste évidemment mais je n'en avais pas encore saisi les tenants et aboutissants. »

Si le tournage de la série est un retour aux sources pour certains interprètes, il est aussi l'occasion de mises au point. « À la base, je ne connaissais rien du monde agricole, confie Yanis Khiar. J'avais les clichés qu'on a tous. Avec en tête l'émission L'amour est dans le pré. C'est une image ni négative ni positive. Mon grand-père maternel était fils d'agriculteurs. Jusqu'à ses 25 ans, il était à la ferme avec ses parents. Ma mère y a passé ses étés. Petit, j'y allais aussi. En grandissant, j'ai perdu le lien avec la campagne. J'étais très content de me reconnecter avec tout ça. » Mieux, souligne-t-il, « Maintenant quand je vois un produit issu de l'agriculture, je sais d'où il vient et comment il a été fabriqué. On a trouvé ici une conscience agricole. »

■ Fatima Souab

Pour découvrir la série : france.tv/slash/deter/



© Estelle Chaigine - Black Sheep - FTV

Avant d'endosser le rôle de futurs agriculteurs, les acteurs ont appris le métier avec des professionnels.

Changer de regard sur l'agriculture



© Emmanuel PAIN - Région Bretagne

Interview d'Arnaud Lécuyer, vice-président de la région Bretagne, en charge de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de l'alimentation.

Pourquoi soutenir cette série ?

Elle parle d'agriculture. C'est la première démarche du genre. Le sujet est pris par le bon bout : celui de la formation. Les jeunes vont en parler. Le projet est en phase avec les compétences des régions et de la Bretagne. L'enjeu pour nous, c'est le renouvellement des générations en agriculture. On a trois départs à la retraite pour une

arrivée. Ce projet coïncide bien avec notre ambition de faire de l'installation un enjeu prioritaire et notre envie que le tournage se passe dans un lycée. *Déter* peut nous aider à capter de nouveaux publics, à favoriser l'émergence d'un autre regard sur l'agriculture. On va être capable d'aller chercher des jeunes qu'on ne toucherait pas avec les moyens de communication habituels.

La Bretagne est la première région de l'agriculture française ?

Elle l'est en termes de volume de production. On est numéro un sur le porc, le lait, les œufs, les tomates par exemple. On a beaucoup de cultures maraîchères. Ici, tout le monde trouve son compte. On est ouvert à l'agriculture à 360 degrés.

Accepter d'être aidé



© Coline Lucas/Le Bimsa

Catherine et Patrick commencent leur deuxième vie. Accompagnés par la MSA et le réseau Réagir, ils ont su rebondir.

Catherine et Patrick, éleveurs laitiers en Loire-Atlantique, ont traversé une descente aux enfers durant trois ans. Ils ont su rebondir et se réinventer grâce au soutien de la MSA et de son réseau de partenaires.

« On revient de vacances Lisa ! », s'exclament Patrick et Catherine⁽¹⁾ quand nous arrivons chez eux. Grand sourire aux lèvres, quelques blagues, accueil chaleureux... difficile de deviner que ce couple enthousiaste vient de vivre des années très compliquées. Lisa Farré, assistante sociale à la MSA Loire-Atlantique – Vendée, retrouve pour la première fois depuis deux ans ce couple qu'elle a suivi dans le cadre du réseau « Prévenir le mal-être des exploitants agricoles » (voir encadré). Et pourtant, « Il y a un avant et un après », confie-t-elle.

L'avant, c'est en 2020, quand le couple est pris en charge par les services de la MSA suite à un signalement d'un membre du réseau. À ce moment-là, Patrick et Catherine sont au bout du rouleau. Ils enchaînent les déconvenues. En 2015, leur fils a rejoint l'exploitation et ils ont créé un Gaec avec lui. Mais entre la crise du lait, le Covid, et une dermatite digitale – une maladie bactérienne et infectieuse – qui touche les bêtes, le couple est pris à la gorge financièrement. La dermatite s'étend à tout le troupeau, les exploitants n'atteignent pas leurs quotas de lait... Pour se refaire, il faudrait bénéficier d'un prêt pour racheter des bêtes que les banques leur refusent. Ils se tournent vers une solution qu'ils pensent salutaire : la location de génisses via une entreprise qui propose ce service. Ce sera tout l'inverse. Ils s'enfoncent encore plus dans les dettes. Sans aucune solution, l'angoisse et les problèmes s'installent et se pose alors la question de continuer ou non dans cette voie.

C'est à ce moment-là que le réseau Réagir intervient. « J'ai d'abord rencontré Catherine en octobre 2020, explique Lisa Farre. Elle portait tout sur ses épaules. Puis j'ai rencontré Patrick, qui était vraiment en souffrance, et le fils qui voulait poursuivre l'activité. » Un contexte fréquent dans le milieu de l'agriculture. On ne parle pas de ses problèmes, on reste discret et on souffre en silence. « C'est la honte qui est le pire

dans ces moments-là », confie Catherine. Le fait de travailler en famille, d'être en milieu rural, complexifie les relations et les difficultés.

Ils n'auront pas le temps de revoir leur assistante sociale en janvier comme prévu. Le 28 décembre, Patrick fait un infarctus. « Tout ce qui s'était accumulé est ressorti », confie Catherine. « On était à bout », avoue Patrick, qui a mis sa fierté de côté. Cet événement est paradoxalement salvateur et change la donne. « J'ai eu le temps de réfléchir, enfermé entre quatre murs pendant quelques jours », explique l'agriculteur de 61 ans, dont le frère s'est suicidé plus jeune. Il prend ce « coup de massue », comme il l'explique, très au sérieux.

Le bout du tunnel

Le vrai déclic se fait après une formation de trois jours, organisée par la chambre d'agriculture en collaboration avec la MSA « Continuer ou se reconverter ». L'occasion de rencontrer d'autres agriculteurs, en difficulté ou non, mais qui partagent eux aussi leur expérience, et des experts qui avancent des solutions.

Après ce choc, la décision est prise. Ils arrêtent l'exploitation. La MSA leur propose différents services : aide au répit, service de remplacement, aide administrative... Le couple vend du matériel, des tracteurs, leurs vaches pour éponger leurs dettes. Ils démarrent une nouvelle vie. Patrick se concentre sur sa rééducation cardiovasculaire et la gestion administrative de son dossier médical tout en préparant sa retraite, et Catherine entame une reconversion professionnelle.

« Nous ne nous sommes jamais sentis aussi bien », concluent-ils de concert. Patrick est maintenant à la retraite et Catherine travaille dans une maison de retraite. S'occuper de leurs petits-enfants, voyager... le couple a plein de projets et peut commencer sa nouvelle vie !

■ Coline Lucas

(1) Noms d'emprunts

Prévenir le mal-être

Pour faire face à la souffrance dans le milieu agricole et au risque de suicide, la MSA, la chambre d'agriculture et 15 autres organisations professionnelles agricoles (OPA), ont mis en place un réseau qui détecte, oriente et accompagne de manière coordonnée et le plus précocement possible les exploitants agricoles en situation de mal-être et de souffrance psychique.

Les MSA, Solidarité paysans et les cellules Réagir sont également disponibles dans chaque région pour répondre à ces besoins.

Agri'Écoute : 09 69 39 29 19 ; numéro national de prévention du suicide : 31 14.

Allocation de solidarité aux personnes âgées

Coup de pouce aux petites retraites



© Franck Beloncle/CCNSA Image

Le 1^{er} janvier 2023, l'Aspa a été revalorisée de 0,8 %.

L'allocation de solidarité aux personnes âgées (Aspa) permet aux personnes disposant de peu de ressources pour leur retraite de bénéficier d'un revenu minimal. Cependant, la moitié des plus de 65 ans vivant seuls avec des revenus inférieurs à 961,08 euros par mois n'ont pas recours à cette allocation alors qu'ils y ont droit, sous certaines conditions.

Marie, 63 ans, et son mari sont à la retraite. Ils vivent à Saint-Galmier dans la Loire. Après avoir longtemps travaillé comme caissière-vendeuse dans le bricolage, Marie est licenciée. À partir de là, chaque année, elle fait les vendanges mais ça ne dure qu'un mois. Entre-temps, elle pointe au chômage et cela jusqu'à ce qu'elle arrive à la retraite. Son mari suit le même parcours. Après une vie de labeur, il va être difficile pour le couple de joindre les deux bouts même si elle assure qu'ils ont toujours été très économes et qu'ils font avec ce qu'ils ont.

« Quand j'ai effectué l'estimation de nos retraites, je me suis rendu compte qu'elles seraient très petites, explique Marie. Ce sont mes proches qui m'ont parlé de l'allocation de solidarité aux personnes âgées et ensuite je me suis informée sur internet. Je me suis d'abord adressée à l'accueil de la Carsat où l'on m'a dit que, comme mon dernier emploi était les vendanges, je dépendais de la MSA. C'est auprès d'elle que je devais faire mes démarches. Lorsque j'ai déposé ma demande de retraite, j'ai demandé le formulaire de l'Aspa. » En effet, cette allocation n'est pas attribuée automatiquement. Elle doit être demandée à la caisse de retraite.

Un complément de revenu

Henri, 71 ans, habite lui aussi dans le département de la Loire. Horticulteur, ancien producteur de légumes qu'il vendait sur les marchés, il est à la retraite depuis une petite dizaine d'années. « Je n'ai pas tous mes versements, raconte-t-il. Il me manque deux années. Je n'ai pas eu le

choix : mon activité marchait de moins en moins bien. Il arrive un moment où il n'y a plus de rentrée d'argent. J'ai été obligé d'arrêter. Quand j'étais actif, une fois les frais et les charges sociales retirés, le salaire n'était pas bien élevé. La retraite ne l'est pas plus. Un peu moins de 1 000 euros, enfin, je crois. C'est ma copine qui s'occupe de ça ! » Il touche 961,08 € avec l'Aspa, pour être précis. Pour le calcul de l'allocation, la caisse de retraite évalue les ressources du demandeur au cours des trois derniers mois. Si leur moyenne dépasse le plafond de 961,08 €, une autre évaluation est faite sur les douze derniers mois et est retenue si elle permet l'attribution de l'Aspa. Son montant est déterminé par le différentiel entre les ressources et le plafond. Ainsi, comme les revenus d'Henri s'élèvent à 800 € par mois, le montant mensuel de son Aspa en 2023 est de 161,08 € (961,08 € – 800 €). Pour un couple, le plafond est porté à 1 492,08 €. Pour Marie et son époux, l'Aspa correspond à un complément de revenu d'environ 200 €.

■ Frédéric Fromentin

L'Aspa en pratique

Pour obtenir l'Aspa, il faut percevoir une retraite personnelle ou de réversion, avoir atteint l'âge de 65 ans ou l'âge légal de départ à la retraite en cas d'inaptitude au travail, que les ressources mensuelles soient inférieures à un certain plafond (961,08 euros pour une personne seule ; 1 492,08 euros pour un couple) et résider en France métropolitaine ou dans un département d'outre-mer au moins 9 mois dans l'année (continu ou discontinu).

Attention : l'Aspa n'est pas attribuée automatiquement. Les personnes remplissant les conditions doivent en faire la demande auprès de leur caisse de MSA à l'aide du formulaire disponible sur son site. La date d'effet est fixée au premier jour du mois suivant la date de la demande. Si celle-ci est effectuée au plus tard 3 mois après le 1^{er} paiement de la retraite de base, l'Aspa peut être attribuée à la même date que la retraite.

Les personnes qui sont, ou vont être, bénéficiaires de l'allocation, peuvent également prétendre à l'aide au paiement d'une assurance complémentaire santé (ACS), en fonction de leurs ressources.

Plus d'infos sur msa.fr





Alain Giroire, l'homme qui pense aux autres



© Fatima Souab/Le Bimsa

« J'essaie de développer les services qu'offrent la MSA à travers ses associations comme l'Asept. »

Alain Giroire fait partie de ces rares salariés qui ont mené toute leur carrière à la MSA. Entré en 1971 comme employé aux écritures au service cotisations, il la quitte 40 ans après en tant qu'analyste au département informatique. Mais pas pour très longtemps. Le retraité de 71 ans y officie encore comme président de l'échelon local de son canton à Landiras, village entre vigne et forêt. Il consacre son temps libre à améliorer le quotidien de ses concitoyens.

Il y a des gens qui trimbalent une fibre sociale comme un don de la nature : c'est le cas d'Alain Giroire, attentif aux autres, pratiquant l'empathie comme on respire. Une nature généreuse qui embarque autrui dans le jeu de la vie en s'assurant de son bien-être. Un tempérament empreint de douceur qui le conduit tout droit dans les bras de la MSA où il va faire toute sa carrière. En 1971, il l'intègre comme agent aux écritures, au service des cotisations sur salaire. « Je ne savais pas ce qu'était la MSA. Je m'y suis bien senti. Ça correspondait à mes attentes et à mes idées. J'y ai travaillé toute ma vie. » Six ans et demi après ses débuts dans l'institution, une opportunité lui permet de rejoindre le service informatique. À cette époque, pas besoin de diplôme spécifique. Il apprend le métier d'opérateur en le pratiquant auprès de ses collègues. Quatre ans plus tard, il est programmeur. Après s'être aguerri à la fonction pendant deux ou trois ans, ce petit-fils d'éleveurs installés dans la Vienne devient analyste. Ce rôle le ramène à son goût pour les autres : jusqu'à sa retraite fin 2011, il joue les médiateurs entre les utilisateurs des outils informatiques et ceux qui les gèrent.

Mais il n'en restera pas là pour assouvir ce besoin altruiste. Il se présente à chaque élection de la MSA comme délégué bénévole. Il est élu régulièrement dans le collège des salariés. De 2015 à 2020, il est administrateur à la MSA Gironde. Il y a deux ans, il est nommé président de l'échelon local. Son souci des autres porte en creux son attachement à la MSA. Rien de surprenant à cela : l'homme en est un militant. « Je ne l'ai jamais quittée. »

Le retraité porte fièrement les couleurs du deuxième régime de sécurité sociale de France. Il ne tarit pas d'éloges sur le guichet unique. À ses yeux il n'y a pas mieux pour

prendre en charge l'ensemble des risques sociaux auxquels peuvent être confrontés exploitants et salariés tout au long de leur vie et délivrer des solutions adaptées à la situation de chacun. Cette approche de la personne n'existe nulle part ailleurs. « La MSA est à l'écoute de ses adhérents plus que dans le régime général », soutient-il avec ardeur.

Il vit à Landiras, un village situé dans les Landes girondines, une région boisée. « D'un côté, c'est la vigne, le vignoble. On est dans les Graves, décrit-il. De l'autre, la forêt de pins maritimes. La commune est la transition entre ces deux milieux. Son nom vient de là. Land-Iras, cela veut dire lieu de passage entre la vallée de la Garonne et la Lande. »

Des ateliers dédiés au bien-être

Enraciné dans son territoire, cet artisan du lien social s'engage également dans la vie de sa commune en 2007, comme conseiller municipal. En 2008, le voilà adjoint au maire. Là encore, ce qui le fait se lever chaque matin, c'est la volonté d'aider les autres, en ciblant en priorité les plus fragiles. Il y exerce la fonction de vice-président du centre communal d'action sociale (CCAS) dont c'est la vocation.

Cette nouvelle casquette augmente sa puissance d'action dans le canton comme bénévole de la MSA. Il aide au déploiement des ateliers dédiés au bien-être de l'association santé éducation et prévention sur les territoires (Asept). Des rendez-vous déclinés sur une multitude de thèmes proposent aux populations de prendre soin de leur santé mentale et physique en leur montrant la voie en compagnie de professionnels. « On en a proposé de nombreux sur le bien vieillir, la nutrition, la mémoire, le numérique. J'essaie d'informer sur les dispositifs qu'offrent les associations comme l'Asept et MSA services. On a du monde qui vient. Ces services renforcent l'image de la MSA. »

■ Fatima Souab

On se dit presque tout...

Vous boitez ?

Enfant, j'ai eu des séquelles de la polio. Cela m'a handicapé mais j'ai pu pratiquer des activités physiques.

Qu'est-ce que vous aimez lire ?

Je lis beaucoup les journaux. Je m'intéresse à l'actualité en général, à tout ce qui se passe dans le monde et en France.

Voyager dans l'espace vous tente ?

Ça ne m'attire pas du tout. Je suis un terrien.

C'est quoi votre rêve ?

J'aurais voulu être coureur cycliste si je n'avais pas eu ce handicap. Le vélo me plaisait et me plaît toujours.

Réforme des retraites : les principales mesures

RECUL PROGRESSIF DE L'ÂGE LÉGAL DE DÉPART

Pour les personnes nées à compter du 1^{er} janvier 1968, l'âge de départ à la retraite passe de 62 à 64 ans. Ce schéma ne prend pas en compte les régimes spéciaux, les carrières longues, le handicap, la maladie... qui permettent, selon la situation un départ anticipé.

Années de naissance	Âge légal de départ	Mise en application	Durée d'assurance
Jusqu'au 31 août 1961	62 ans	/	168
À partir du 1 ^{er} septembre	1961	2023	169
	1962	2024	169
	1963	2025	170
	1964	2026	171
	1965	2027	172
	1966	2028	172
	1967	2029	172
À partir de 1968	64 ans	2030	172

CARRIÈRES LONGUES

Les personnes qui ont commencé à travailler jeunes et qui justifient d'une certaine durée d'assurance cotisée, peuvent prétendre à partir avant 64 ans.



Pierre a commencé à travailler avant 16 ans, il peut partir dès 58 ans.



Laurent a commencé à travailler avant 20 ans, il peut partir dès 62 ans.



Corinne a commencé à travailler avant 18 ans, elle peut partir dès 60 ans.



Patricia a commencé à travailler avant 21 ans, elle peut partir dès 63 ans.

TRAVAILLEURS HANDICAPÉS



L'âge de départ à la retraite anticipée à partir de 55 ans est maintenu : le taux d'incapacité nécessaire permettant une validation rétroactive de trimestres en situation de handicap est abaissé de 80 % à 50 % ; la double condition de trimestres cotisés et validés en situation de handicap est supprimée, pour ne conserver que la condition de trimestres cotisés.

AIDANT FAMILIAL



Les personnes s'occupant d'un proche pourront bénéficier de trimestres. Le proche aidé ne devra pas nécessairement avoir de lien familial avec la personne aidante.

Plus d'infos



Sources : MSA, gouvernement.

RETRAITE MINIMALE + 100 euros brut par mois



pour une carrière complète au Smic pour les retraites prenant effet à compter du 1^{er} septembre 2023 et pour les assurés ayant cotisé au moins 120 trimestres pour une retraite au taux maximum liquidée avant le 1^{er} septembre 2023. Les exploitants agricoles sont concernés par les mesures de revalorisation.

CONTRATS AIDÉS



La réforme prévoit de valider des trimestres de retraite aux personnes ayant effectué des stages de formation professionnelle comme les travaux d'utilité collective (TUC).

Pour toute question sur la réforme, une ligne téléphonique dédiée est accessible du lundi au vendredi, de 9 h 30 à 15 h 45, au 03 20 16 56 66 (prix d'un appel local).

Des questions sur la réforme des retraites ?

Votre
situation

Vos
démarches

?

Vos
droits



Rendez-vous sur

msa.fr

ou contactez le

03 20 16 56 66



santé
famille
retraite
services